

ENQUETE SUR LA PERCEPTION DE LA CORRUPTION AU SUD-KIVU

2017



© Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption, Juin 2017

www.anticorruption-center.com

TABLE DES MATIERES

APROPOS DU CERC	2
REMERCIEMENTS	3
INTRODUCTION	4
METHODOLOGIE	5
RESUME EXECUTIF	7
CHAPITRE I. CORRUPTION DANS LE GOUVERNEMENT ET LA SOCIETE CIVILE	9
CHAPITRE II. COMPRENDRE LA CORRUPTION	14
CHAPITRE III. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	18
CONCLUSION	20
ANNEXES - QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE	23

APROPOS DU CERC

Le Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption, en abrégé "CERC" a été créé à la suite d'une réunion organisée au profit des défenseurs judiciaires à Uvira, au Sud-Kivu, en République démocratique du Congo au mois d'avril 2017 portant sur le rôle que doivent jouer les défenseurs judiciaires dans la lutte contre la corruption.

C'est au moment de ladite réunion que les participants ont pris l'engagement de lutter contre la corruption ainsi d'améliorer la gouvernance en République Démocratique du Congo en approuvant les Statuts du CERC. L'organisation a été reconnue en sa qualité de personne morale en date du 25 avril 2017 et c'est en vertu du décret-loi 004/2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux associations sans but lucratif et aux établissements publics suite à la légalisation de ses statuts auprès de l'Office notarial de la ville de Kinshasa sous le numéro 0698/2017 du 25 avril 2017 et le dépôt des statuts au ministère de la justice et garde des sceaux en l'obtention de la personnalité juridique.

La vision du CERC est de construire une société démocratique dans laquelle l'intégrité est un principe fondamental que les décideurs et les citoyens devraient suivre.

Pour réaliser cette vision, CERC se donne comme mission première de mobiliser le soutien politique et de la société civile ainsi que les ressources nécessaires à la consolidation d'une culture de l'intégrité en République Démocratique du Congo.

Notre vision et mission prennent appui sur l'engagement du CERC envers les valeurs fondamentales suivantes. Ces valeurs orientent nos programmes, nos initiatives et nos activités quotidiennes de promotion de l'intégrité et de la bonne gouvernance. Il s'agit notamment de :

- La compétence, l'éthique, l'égalité et l'interdépendance des membres dans le fonctionnement de l'association ;
- la transparence et responsabilité dans la gestion de l'association ;
- la recherche de consensus et le fonctionnement démocratique;

REMERCIEMENTS

Ce rapport est le résultat de l'engagement d'une équipe engagée et convaincue du rôle qu'elle est appelée à jouer dans la lutte contre la corruption en République Démocratique du Congo.

Nous sommes reconnaissant de la coopération des habitants du Sud-Kivu pendant le déroulement de ladite enquête dont ce rapport en est le résultat de leurs constats.

Immense reconnaissance à nos points focaux basés dans les territoires de Kabare, Walungu, Kalehe, Idjwi, Shabunda, Fizi et dans la ville de Bukavu pour leur dévouement et contribution durant la phase de collecte des données. Sans leurs efforts cette enquête ne pourrait pas être possible.

Nous sommes également reconnaissant envers toute personne ayant contribué d'une manière ou d'une autre à la réussite de cette enquête.

INTRODUCTION

Ce rapport est une compilation des résultats de la première enquête des manages sur la perception de la corruption conduite dans la province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. Cette enquête conduite par le Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption est un projet visant à fournir une étude compréhensive sur la corruption dans la province du Sud-Kivu. En outre, elle vise à mesurer les perceptions des ménages sur la corruption dans les institutions publiques et dans la livraison des services publics.

L'enquête vise également à développer les données empiriques à analyser et utiliser pour aider le gouvernement, la société civile et le secteur privé de formuler et mettre en œuvre les politiques et programmes visant à améliorer la gouvernance au Sud-Kivu et réduire la corruption.

Il est certain que d'autres recherches et analyses ont été conduites sur le statut de la corruption en République Démocratique du Congo, mais cette enquête de perception des ménages sur la corruption est la première dans son genre et fournira une base et comparaison pour les futures recherches et analyses.

Cette enquête vise plus spécifiquement à:

- 1. identifier les formes et pratiques de la corruption et la manière dont est perçue chaque forme de corruption par le public ;**
- 2. identifier les principaux acteurs concernés par la corruption ;**
- 3. identifier les causes de la corruption dans le secteur tant public que privé;**
- 4. déterminer les secteurs les plus touchés, de manière à établir une situation de référence sur base de laquelle on pourra mesurer les progrès obtenus ultérieurement;**
- 5. déterminer la perception du public sur la volonté politique de lutter contre la corruption ; et**
- 6. permettre d'élaborer des plans d'action sectoriels.**

METHODOLOGIE

Au début du mois de mai 2017, le Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption a initié une enquête comprehensive sur la perception des ménages sur la corruption au Sud-Kivu, ainsi un questionnaire a été conçu par CERC.

L'enquête ciblait le public avec un échantillon représentatif de 980 répondants sélectionnés à travers les différents territoires du Sud-Kivu. En général, l'enquête a suivi un modèle standard des Nations Unies sur les recherches quantitatives sur la corruption et les questions ont été révisées par CERC pour représenter ses points de vue et considérations au contexte local.

Le choix de l'échantillon était à la discrétion des enquêteurs et leaders communautaires qui ont aidé les enquêteurs à communiquer avec les résidents ou membres de la communauté.

Les interviews ont été conduites du 11 au 25 Mai 2017 par 14 enquêteurs volontaires du CERC et les résultats représentent les opinions de la population du Sud-Kivu âgée de 17 à 70 ans, avec la dimension égale entre les hommes et les femmes. Un répondant était interrogé dans chaque ménage. Le questionnaire était structuré pour évaluer les connaissances, attitudes et pratiques des citoyens en relation avec la corruption.

Cette enquête a été conçue pour fournir des données spécifiques sur la sensibilité et l'engagement des citoyens sur la gouvernance et la corruption, les perceptions des citoyens sur les institutions publiques et leurs rôles dans la lutte contre la corruption.

Cette enquête est une étude de base qui sera suivie par des enquêtes annuelles ultérieures pour fournir de comparaison sur le niveau de la corruption au Sud-Kivu.

TAILLE DE L'ÉCHANTILLON :

Les 14 enquêteurs ont interviewé 980 citoyens à partir de l'âge de 17 à 70 ans. Il convient de noter que CERC était destiné à effectuer 860 entretiens. CERC a pris l'initiative de mener 980 entretiens totaux. Après un examen approfondi des procédures, et sur la base des recommandations, certaines réponses ont été éliminées.

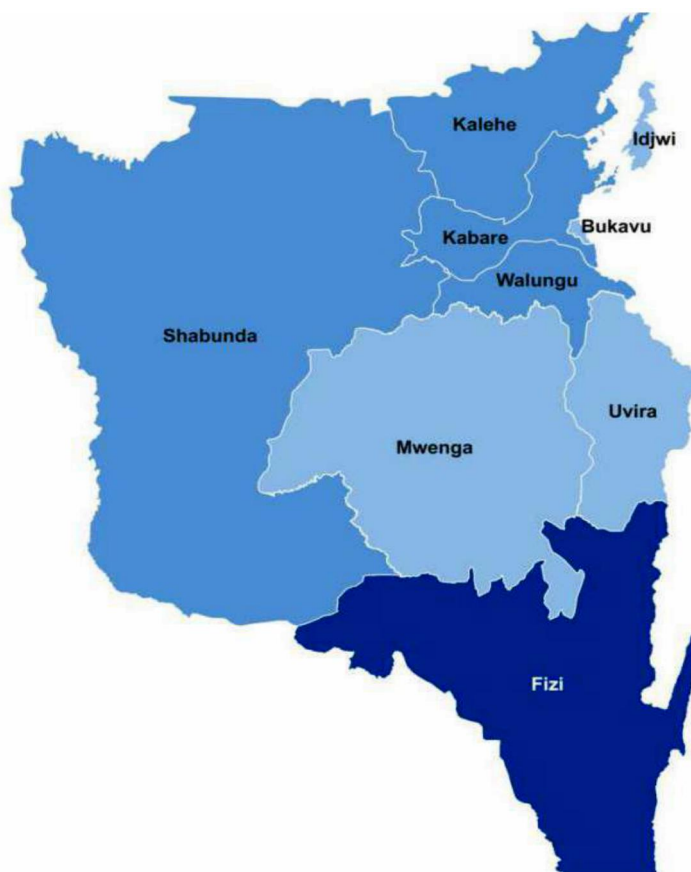
Territoire/Ville	Taille
BUKAVU	140
UVIRA	120
SHABUNDA	120
KALEHE	90
IDJWI	80
KABARE	90
WALUNGU	100
FIZI	120
MWENGA	120
TOTAL	980

ZONE DE COUVERTURE :

Les personnes ont été interrogées dans les 9 entités administratives du Sud-Kivu, y compris la ville de Bukavu. Bien que des efforts aient été fournis pour interviewer des citoyens des catégories confondues, la plupart de personnes interrogées étaient des citoyens ordinaires avec peu ou pas de connexion avec le gouvernement.

La durée moyenne d'un entretien d'enquête était de 50 minutes, un temps extraordinairement long pour un entretien de recherche sociale. Cependant, les réponses «**Je ne sais pas**» apparaissaient dans de nombreuses questions au début et tout au long du questionnaire entier, d'où l'explication pour les réponses «**Je ne sais pas**» a probablement plus à voir avec le fond des questions individuelles et un manque de compréhension parmi de nombreux répondants sur les questions liées à la corruption et ses implications.

La durée d'entretiens résulte non seulement de la durée de l'enquête mais aussi de sa complexité. Au total, 50 questions de fond, inclus des questions démographiques, ont été posées, dont beaucoup avaient plusieurs parties. Un certain nombre de questions ont inclus des sauts, c'est-à-dire "**Si oui, passez à**". Pour certaines questions, on a demandé aux enquêteurs de montrer aux répondants une carte sur laquelle était imprimée plusieurs options. Parce que beaucoup de répondants sont analphabètes, les enquêteurs étaient tenus de lire les options. Dans un cas, le nombre d'options était de 13.



RESUME EXECUTIF

Le Sud-Kivu fait des progrès dans la lutte contre la corruption. La création de l'Organisation Non-Gouvernementale CERC est à l'avant-garde des efforts visant à lutter contre cette maladie sociétale malveillante et cette enquête sur la perception de la corruption dans les ménages est l'un des outils que CERC commence à utiliser.

La Conduite d'enquête sur la perception de la corruption dans les ménages sera répétée par d'autres enquêtes comparatives dans les années avenir en vue de fournir des données solides sur lesquelles sera basé les classements futurs, si Transparency International choisit d'utiliser ce rapport.

Cette enquête est unique en République Démocratique du Congo car c'est la première étude de perception des ménages menée dans notre pays pour lutter contre la corruption. À cet égard, l'enquête est également une étude de base sur laquelle les enquêtes futures peuvent être comparées. Le projet comprenait des entretiens avec 980 citoyens.

De nombreux répondants ont peu ou pas compris la notion de la corruption au début de l'enquête. Comme c'est le cas dans de nombreuses enquêtes, les personnes interrogées ont été sensibilisées dans une certaine mesure sur la corruption.

L'enquête était compréhensive, comprenant 50 questions, certaines avec plusieurs sous-questions et plusieurs autres éléments démographiques. Les perceptions des citoyens à l'égard de la corruption ont été examinées sous presque tous les angles imaginables.

Bien que les résultats de l'enquête ne représentent pas une image optimiste de l'état de la corruption au Sud-Kivu, ils identifient néanmoins les raisons de l'optimisme. Plus d'un quart des répondants ont indiqué qu'ils étaient très satisfaits de la situation générale au Sud-Kivu et pensent que la corruption est loin dans la liste des problèmes les plus graves auxquels le pays est confronté, mais comprennent sa gravité.

D'une manière encourageante, plus que la moitié des personnes interrogées perçoivent que le gouvernement n'a aucun désir et volonté sincères de lutter contre la corruption. Un nombre important des répondants pensent que la corruption existe dans la plupart des institutions gouvernementales. En effet, 70,1% des répondants pensent que la corruption peut être éliminée ou réduite à un certain degré. En réponse aux questions sur les mesures prises par les répondants dans le passé pour lutter contre la corruption, plus de 640 actions individuelles ont été

signalées, y compris le refus des pots-de-vin, l'abstention d'offrir des pots-de-vin et la dénonciation des fonctionnaires corrompus, entre autres.

Pas si encourageant, près de la moitié des répondants croient qu'un facteur principal qui cause la corruption est le manque d'argent et les bas salaires. Ce fait est en corrélation avec la perception des gens selon laquelle la pauvreté et le chômage sont les problèmes les plus sérieux auxquels la province du Sud-Kivu est confrontée. Les efforts visant à lutter contre la corruption continueront de se heurter à la réalité financière dans la province jusqu'à ce que la situation économique s'améliore. Encore une fois, cette réalité est confirmée par la perception généralisée selon laquelle les actes les plus corrompus résultent de difficultés économiques. Peut-être le résultat le plus prometteur de l'enquête, c'est que les efforts de sensibilisation durant l'enquête auront un impact significatif sur les citoyens.

Lorsque les répondants ont été demandé quel type d'assistance auraient-ils souhaité du CERC, plus de 60% ont indiqué l'information et l'éducation sur les droits et les responsabilités des citoyens à l'égard de la corruption et les stratégies de la combattre.

Comme indiqué précédemment, l'enquête avait généralement deux objectifs:

1. collecter les données sur la corruption;et
2. diffuser de l'information sur la corruption et les stratégies de la combattre.

CERC est une jeune organisation et possède un énorme potentiel. Grâce à la poursuite de la sensibilisation et de l'éducation des citoyens et des efforts audacieux pour prévenir la corruption, il est raisonnable de croire que CERC peut et fera des progrès dans la lutte contre la corruption.

CHAPITRE I :

CORRUPTION DANS LE GOUVERNEMENT ET LA SOCIETE CIVILE

Les premières questions posées dans l'enquête ont tenté d'extraire les perceptions générales des répondants au sujet de la situation au Sud-Kivu, comme dans la (Q1), "**comment décrivez-vous la situation générale de la province du Sud-Kivu dans les 10 dernières années?**". Plus d'un quart des répondants pensent qu'il y a eu un peu des progrès ou des progrès très significatifs dans la situation générale. Un autre 42,6% avait un point de vue moins optimiste et une partie remarquable des répondants n'a perçue aucun progrès.

La question suivante (Q2), "**à quel point êtes-vous satisfait de la situation globale au Sud-Kivu à ce jour?**" A suscité une réponse plus positive. La majorité était très ou en quelque sorte satisfaite et seulement 11% étaient très insatisfaits.

Les répondants ont ensuite été interrogés sur leur perception de la situation politique (Q3) et le leadership politique au Sud-Kivu (Q4). Les réponses aux deux questions étaient presque similaires.

Les répondants ont été demandé à propos de leurs perceptions sur la situation économique actuelle (Q5). Un pourcentage élevé de répondants (30%) a décrit la situation économique comme quelque peu ou très mal. Une partie importante a perçue la situation comme très bon.

Q1. Décrivez la situation générale du Sud-Kivu dans les 10 dernières années?

%	
Progrès très significatifs	14,7
Progrès légèrement important	13.8
Peu de progrès	42.6
Pas de progression	22,3

Q2. A quel point êtes-vous satisfait de la situation globale au Sud-Kivu à ce jour?

%	
Très satisfait	27.3
Un peu satisfait	35.6
Un peu insatisfait	3.5
Très insatisfait	11.0

Q3 et Q4

	Comment décrivez-vous la situation politique?	Comment décrivez-vous le leadership politique?
Très bien	15.3	15.0
Un peu bien	30.9	34.9

Q5. Décrivez la situation économique actuelle?

%	
Très bien	8.9
Un peu bien	25.7
Incertain	32.3
Un peu mauvais	12.7
Très mauvais	17.3
Ne sais pas	2.8

La plupart des réponses au cours de l'enquête ont montré un pourcentage plus élevé des réponses «ne sait pas». Les problèmes économiques sont généralement très importants pour les gens et évoquent une réponse spécifique. La dernière des questions introductives a été ouverte et a posé des questions sur les perceptions des problèmes les plus graves auxquels la province est confronté. Il n'est pas surprenant que le chômage et la pauvreté / problèmes économiques aient été mentionnés le plus souvent (Q6), peut-être plus inattendu était que la corruption était l'un des problèmes les moins fréquemment mentionnés.

LA CORRUPTION EST PERÇUE COMME UN PROBLÈME GRAVE .

56.9%

Bien que la corruption n'apparaisse pas haut sur la liste des problèmes graves identifiés par les répondants, lorsqu'ils sont interrogés directement sur la gravité de la corruption, les répondants la perçoivent comme grave (Q8). La majorité a qualifiée la corruption d'un problème très grave et seulement 15,6% pensaient que la corruption n'était pas grave. Un pourcentage élevé (24,6) a répondu «ne sait pas».

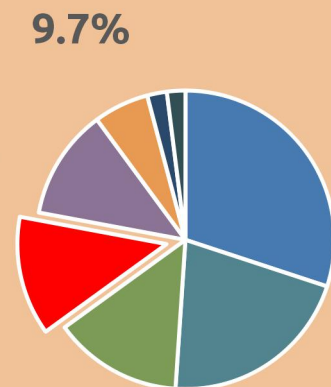
La question précédente (Q7) a demandé ce que les répondants ont compris sur le problème (voir le **chapitre 3: comprendre la corruption pour une explication plus complète**) et 52,5% ont indiqué qu'ils ne

Q6. Quels sont les problèmes plus grave auxquels la province est confronté ?

	%
Chômage	22.6
Pauvreté	15.8
Mauvais infrastructures	10.5
Corruption	9.7
Instabilité politique	9.0
Problèmes économiques	4.5
Crime	1.6
Soins de santé faible	1.5

Parmi les nombreux problèmes sérieux auxquels se heurte la province du Sud-Kivu, la corruption a à peine enregistrée

- Chomage
- Pauvreté
- Mauvais infrastructures
- Corruption
- Instabilité politique
- Problèmes économiques
- Crime



Q8. Comment percevez-vous la gravité de la corruption au Sud-Kivu?

	%
Très grave	40.0
Un peu grave	16.9
Pas trop grave	11.5
Pas du tout grave	3.7
La corruption n'existe pas	0.4
Ne sais pas	25.0

Q12. Comment compareriez-vous le niveau de corruption maintenant par rapport aux années passées?

	%
Très élevé	33.0
Un peu élevé	12.2
Presque le même	15.1
Un peu faible	10.2
Très faible	4.0
Ne sais pas	24.6

savaient pas ce qu'est la corruption, donc il n'est pas surprenant que 24,6% ne savaient pas si la corruption était un grave problème. Comme confirmation, 45,2% des répondants croient que le niveau de la corruption est maintenant plus élevé qu'au cours des dernières années. Seulement 14,2% des répondants perçoivent la corruption comme quelque peu ou beaucoup plus faible que par le passé (Q12).

Les questions 13 à 15 ont généré une carte de pointage de diverses institutions gouvernementales, agences, bureaux et secteurs dans la province du Sud-Kivu. Les répondants ont été demandé de noter le niveau de participation de divers bureaux et agences dans les pratiques de la corruption. Les questions et les résultats correspondants ne sont pas des actes d'accusation d'un fonctionnaire particulier, mais une perception de la façon dont les citoyens considèrent les fonctions de diverses agences dans le contexte des livraisons de services. La corruption est considérée par beaucoup comme très répandue dans la plupart des bureaux du gouvernement, à commencer par le cabinet du gouverneur.

Q13. Le gouvernement et les institutions de l'État sont perçus comme les plus et les moins corrompus.

	Très ou quelque peu corrompu	Rarement ou pas du tout corrompu	Ne sais pas
Cabinet du gouverneur	45.5	20.3	33
Assemblée provinciale	48.9	18.1	31.8
Gouvernement provincial	54.3	14.1	30.1
Les Courts et Tribunaux	43.8	21.4	33.4

Q14. Niveau de la corruption dans les institutions et agences gouvernementales

	Très ou quelque peu corrompu	Rarement ou pas du tout corrompu	Ne sais pas
Bureau du procureur	32.8	30.7	30.1
Commission Électorale Nationale Indépendante	35	29.6	34.2
Ministère provincial de la santé	39.6	28	31.2
Secrétariat du gouvernant provincial	38.3	26.3	33.9
Ministère Provinciale de la Justice et Droits Humains	46.3	20.8	31.2
Ministère provinciale du Plan et Budget	41.2	23.6	34
Agence Congolais des Grands Travaux	44	22	33
Office des Routes	47.6	18.1	33.1
Ministère provincial des travaux publics et infrastructures	46	20.9	31.5
Ministère des mines, énergie et hydrocarbures	47.2	20.4	30.9
Ministère provinciale de l'éducation	48.5	18.5	30.9

Q15. Niveau de la corruption des agents et fonctionnaires

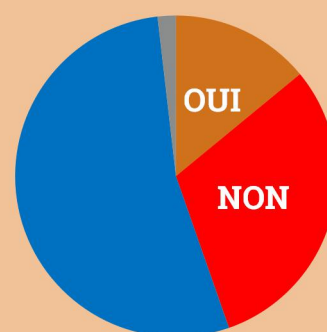
	Très ou quelque peu corrompu	Rarement ou pas du tout corrompu	Ne sais pas
Fonctionnaires de l'Etat	33.2	34.5	28.2
Défenseurs Judiciaires et Avocats	41.3	24.2	32.9
Juges et Procureurs	42.1	25.4	31.1
Administrateurs du territoire	42.6	23.8	32.1
Directeurs généraux et Administrateurs	45.1	20.9	32
Ministres provinciaux	47.3	20.2	31.3

Il n'est pas surprenant que l'argent soit perçu comme l'instrument écrasant de la corruption (Q18), 58% des répondants ont identifié l'argent comme le genre de corruption que les agents publics acceptent ou demandent. Les réponses "ne sait pas" ou "Sauter" ont représenté 39% de plus. 36 sur 980 personnes interrogées ont mentionnées d'autres articles, y compris: les motos, les meubles, les véhicules et les cartes téléphoniques.

Moins de 14% des répondants ont déclaré qu'ils étaient conscients des mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la corruption au Sud-Kivu et 30,3% ont déclaré qu'ils ignoraient les efforts du gouvernement pour lutter contre la corruption (Q40). **Il est clair que ce manque de connaissance des citoyens concernant les mesures anti-corruption est une occasion pour CERC de développer et de fournir des informations publiques supplémentaires.**

Par la suite, l'enquête a demandé si les efforts de lutte contre la corruption du gouvernement sont efficaces (Q41). La plupart des répondants ont ignoré la question (86,1%).

Sur une note beaucoup plus négative, une forte majorité de répondants indiquent que le gouvernement n'a aucune désir et ni volonté de lutter contre la corruption au Sud-Kivu.



Q40. Êtes-vous conscient des mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la corruption au Sud-Kivu?

	%
Oui	13.9
Non	30.3
Ne sais pas	53
Sauter	1.8

Q41. Selon vous, les efforts du gouvernement dans la lutte contre la corruption sont-ils efficaces?

	%
Très efficace	6.1
Un peu efficace	3.4
Un peu inefficace	3.3
Très inefficace	1.1
Sauter	86.1

Q42. Êtes-vous d'accord que le gouvernement actuel ait un désir sincère de lutter contre la corruption?

	%
Absolument d'accord	9.1
D'accord	6.5
Pas d'accord	15.1
En désaccord total	54.9
Ne sais pas	12.8

(Q42) Moins de 16% des répondants étaient un peu ou fortement en d'accord. Cette vision pessimiste peut être exploitée avec une campagne de sensibilisation agressive pour améliorer l'efficacité des mesures anti-corruption du Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption (CERC).

La perception de la corruption dans la société civile ne diffère pas radicalement de celle du gouvernement. Les participants ont été invités à donner leur avis sur la mesure dans laquelle ils pensaient que la corruption se trouvait dans vingt secteurs et services publics distincts (Q16). Ces services comprenaient l'éducation, l'immigration, les services fiscaux, les ONG, les entreprises. Dans les vingt secteurs différents, une moyenne de 33,1% des répondants ont répondu: «**Je ne sais pas**». Parmi les secteurs et les services, les répondants ont perçu que la corruption était la plus courante dans les services douaniers, l'éducation, les partis politiques et les services fiscaux.

La corruption a été jugée moins dans les associations et ONGs, les forces armées et parmi les leaders communautaires et les confessions religieuses. Les répondants ont été demandé de classer les mêmes secteurs et services, l'éducation, les services douaniers et les soins de santé étaient considérés comme les trois plus corrompus (Q17). Le secteur commercial et les médias ont été considérés comme les moins corrompus parmi les vingt secteurs.

Les participants ont ensuite été interrogé: «**Chaque fois que vous avez contacté des fonctionnaires du secteur public, à quelle fréquence cela arrive t-il?**», Puis demandé une liste de 7 activités corrompues (Q38). Dans chaque cas, moins de la moitié de ceux qui ont répondu ont indiqué que la corruption se produisait rarement ou en aucun cas. Ce résultat ne signifie pas que la

Q16. Quelle est la fréquence de la corruption dans certains secteurs et services?

	Très ou quelque fois	Pas très ou pas du tout
PLUS CORROMPUS		
Services douaniers	46.8	17.5
Parties politiques	45.3	20.3
Éducation	44.9	27.2
MOINS CORROMPUS		
Leaders communautaires	33.9	34.1
Armées/Polices	33.2	32.9
Associations/ONGs	29.1	35.0
Confessions religieuses	26.5	37.8

Q17. CLASSEMENT DES SECTEURS ET SERVICES.

%	
PLUS CORROMPUS	
Système électoral	29.6
Services douaniers	11.6
Éducation	9.1
Santé	8.2
MOINS CORROMPUS	
Armée	1.3
Services notariaux	1.1
Secteur commercial	0.7
Médias	0.9

Q19. SOURCES D'INFORMATION DE L'ENQUETE SUR LA CORRUPTION

%	
Expérience personnelle	35.0
Amis/Connaissances	16.9
Média	26.3
Je ne sais pas	16.8

perception est que la corruption se produit dans plus de la moitié des interactions des citoyens avec les fonctionnaires, car plus de 20,0% ont indiqué "ne sait pas" et 10,0% ou plus ont répondu qu'ils n'avaient pas traité avec les fonctionnaires , malgré que cette question paraît gênant.

La réticence à signaler les actes de corruption dans des institutions déterminées est compréhensible, compte tenu notamment des raisons reconnues des répondants pour ne pas vouloir signaler des actions corrompues. (Voir Q42, Chapitre 3 - Combattre la Corruption.)

Les répondants était sollicité de fournir les sources d'information sur base desquelles ils fondaient leurs évaluations du niveau de corruption dans la province (Q19). Un peu plus d'un quart des répondants ont mentionné **les médias**. Les sources d'information suivantes les plus populaires incluait des parents, des amis ou des connaissances et l'expérience personnelle des répondants.

CHAPITRE II. COMPRENDRE LA CORRUPTION

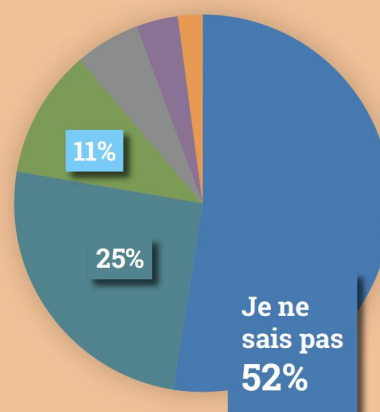
Au début de l'enquête, les répondants ont été interrogés dans une question ouverte (Q7), **quelle était leur opinion sur la signification de la corruption**. Parmi ceux qui avaient une compréhension de la corruption, 25,2% pensaient que cela signifiait que les agents et les fonctionnaires utilisaient mal les fonds et/ou les biens de l'État pour un intérêt personnel.

D'autres 11,0% ont déclaré que la corruption c'est le fait de voler de l'argent ou des biens d'autrui. Moins encore (5,6%) ont mentionné manipuler les droits d'autrui; 3,6% pensaient que cela signifiait un abus de pouvoir et 2,1% l'associait au népotisme. Peut-être le résultat le plus dramatique était le 52,5% des répondants qui ont répondu «ne sait pas», ce qui signifie qu'ils ne savent pas à signification de la corruption.

LA QUESTION DE L'INCOMPRÉHENSION DU MOT «CORRUPTION» DOIT ÊTRE ENVISAGÉE DANS TOUTE CAMPAGNE.

Peu de temps après la question de la compréhension de la corruption, les répondants ont été interrogés sous un format ouvert: **«Pensez-vous que les citoyens ordinaires peuvent commettre une corruption? (Q9)**. De manière compréhensible, près de la moitié (47,5%) ont répondu **«Je ne sait pas»**. 36% ont répondu par l'affirmative et 16,1% ont répondu avec un commentaire comme **«pas tout le monde, mais les fonctionnaires, les dirigeants, et les responsables de la gestion de fonds et actifs publics.»**

Q7. À votre avis, quelle est la signification de la corruption?



	%
Je ne sais pas	52.5
Usage abusif de fonds/actifs de l'Etat	25.2
Vol de biens d'autrui	11.0
Manipulation des biens d'autrui	5.6
Abus du pouvoir	3.6
Népotisme	2.1

Q9. Pensez-vous que les citoyens ordinaires peuvent commettre une corruption?

	%
Oui	36.1
Pas tout le monde, les agents du gouvernement peuvent	16.1
Je ne sais pas	47.5
Sauter	0.4

Q10. Quels types d'attitudes rendent les citoyens enclins à la corruption.

	%
L'avidité et ambition de devenir riche	13.7
Manque de responsabilité et le sens éthique	6.9
Salaire faible	3.8
Charge familial	3.7
Je ne sais pas	64.9

Lorsque les répondants étaient demandé quels types d'attitudes rendent les citoyens enclins à la corruption (Q10), 64,9% ne le savaient pas, encore un pourcentage incroyable compte tenu du manque généralisé de la compréhension de la notion sur la corruption. Ceux qui ont répondu à cette question ouverte ont fourni plusieurs réflexions, y compris "**ambition de devenir riche**", "**personnes confrontées à des difficultés**", "**Manque de responsabilité ou de sens éthique**" ou "**faible revenu**".

FACTEUR QUI INFLUENCE LA CORRUPTION: **NOUS AVONS BESOIN D'ARGENT.**

46.5%

L'enquête a examiné plus en détail les causes de la corruption avec la question: «**Quels sont les facteurs qui causent la corruption?**» (Q11). Le résultat a été une réponse forte, un tiers des répondants ont déclaré: «Je ne sait pas». Un pourcentage important (46,5%) a choisi "**nous avons besoin d'argent pour gagner sa vie**" et "**les salaires sont inférieurs aux besoins quotidiens**". Un petit pourcentage (7,8%) a choisi "**l'ambition de devenir riche le plus rapidement possible**" et certains répondants ont identifié "**pas d'éthique ou de morale**" comme facteur.

Dans la Question 21, on a demandé aux personnes interrogées si 13 actions individuelles représentaient une corruption.

Les réponses «**Je ne sait pas**» pour les 13 actions variaient de 13,8% à 20,1%, signalant que les répondants avaient vraisemblablement compris la notion de corruption à ce stade de l'enquête. La plupart des actions énumérées sont généralement considérées dans le monde entier comme des actes représentant la corruption, et en fait, la majorité des répondants ont accepté un degré plus ou moins grand.

Q21. Comment les pots-de-vins se produisent-ils?

	%
Les officiels indiquent ou demandent le pot-de-vin	40.5
Quelqu'un offre le pot-de-vin par sa volonté	12.5
Connu d'avance. Aucune discussion nécessaire	7.5
Je ne sais pas	36.9

Q22. Si un pot-de-vin est versé à un fonctionnaire du gouvernement, comment est-il certain que le service est reçu ou que le problème a été résolu?

	%
Très certain	38.8
A peu près certain	13.3
Incertain	15.5
Extrêmement incertain	4.3
Je ne sais pas	25.6

COMMENT LES POT-DE-VIN SE PRODUISENT-ILS?

On a demandé aux répondants **ce qui est le plus souvent le cas avant que quelqu'un paye un pot-de-vin à un fonctionnaire du gouvernement (Q21). Si un pot-de-vin est versé à un fonctionnaire du gouvernement, comment est-il certain que le service est reçu ou que le problème a été résolu? (Q22).** Seulement un peu plus de la moitié des répondants étaient assez ou très certain que les pots-de-vin fonctionnent, ce qui implique la question de savoir pourquoi on pourrait payer un pot-de-vin s'il n'y avait que 50% chances de succès. D'autres recherches qualitatives pourraient être effectuées pour tenter de répondre à ces questions.

MOTIF DERRIÈRE LA CORRUPTION: AUCUNE AUTRE FAÇON DE FAIRE LES CHOSES

28.2%

L'enquête a posée une série de questions de savoir si les gens se livreraient à des actes de corruption et leurs raisons de le faire ou non (Q25-30).

ACCEPTERIEZ-VOUS UN POT-DE-VIN?

27.9% OUI!

Un pourcentage légèrement supérieur des répondants refuserait d'accepter un pot-de-vin que de payer un pot-de-vin si l'on en avait demandé. Les réponses «**Je ne sait pas**» pourraient résulter de ne pas savoir quelle est la situation particulière. Comme on l'a vu dans le tableau à droite, les répondants différaient en fonction de leurs opinions sur la question de savoir si certains actes étaient corrompus. Lorsqu'on leur ont demandé pourquoi ils

Q23. Quelles sont les motivations qui influencent la corruption?

	%
Il n'y a pas d'autre façon de faire les choses	28.2
Pour éviter les sanctions ou les peines	18.9
Pour éviter les paiements officiels plus élevés	7
Pour être traités / servis de manière appropriée	4.9
Accélérer le processus / procédures	2.5
Obtenir un traitement / privilèges préférentiels	1.8
C'est une pratique obligatoire	1.9
Ne sait pas	32.2

Q24 et 26. Accepteriez-vous un pot-de-vin?

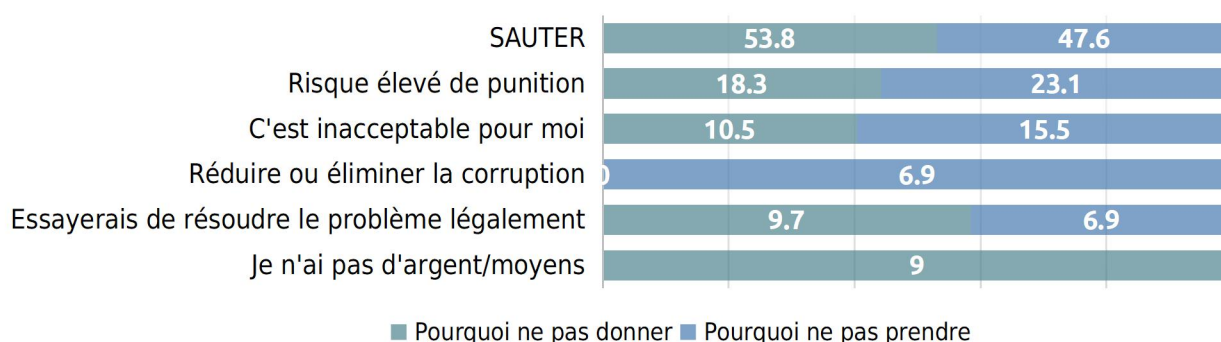
	Avez-vous accepté un pot-de-vin?	Donneriez-vous un pot-de-vin si on vous le demande?
Oui	27.9	31.4
Non	55.1	48.1
Je ne sais pas	15.2	18.1

accepteraient un pot-de-vin si on leur offraient, près des 3/4 des personnes interrogées ont ignoré la question.

On a ensuite demandé aux répondants s'ils avaient été sollicités de payer des pots-de-vin dans les cas où ils avaient eu des contacts avec diverses institutions (Q24-33). Le pourcentage de personnes interrogées qui ont déclaré avoir reçu des pots-de-vin était très faible. Sur 695 contacts avec les institutions énumérées, 28 cas de corruption ont été signalés. Il faut noter que plus de 90% des répondants ont ignoré la question. La liste de 14 établissements comprend la plupart de ceux dont les répondants auraient probablement été en contact au cours des 12 derniers mois. Il est donc encourageant et peut-être déroutant que la fréquence signalée de pots-de-vin soit si faible. La faible incidence pourrait résulter parce que la plupart des gens ont ignoré la question. En fonction des réponses globales à l'enquête, cette hypothèse ne semble pas probable.

La perplexité se pose lorsque l'on considère le niveau élevé de la corruption que les répondants perçoivent dans ces institutions et dans la société en général. **Si les répondants à l'enquête considèrent que les institutions sont corrompues, pourquoi est-ce qu'elles ne les ont pas signalé?** Il est probable que d'autres recherches qualitatives sur cette apparente incohérence pourraient être nécessaires.

RAISONS DE NE PAS DONNER OU PRENDRE DES POTS-DE-VIN



CHAPITRE III. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La lutte contre la corruption signifie d'abord comprendre ce qu'est la corruption et la seconde comment s'y prendre. Les questions d'enquête concernant les perceptions des citoyens sur la façon de lutter contre la corruption et à qui signaler les actes de corruption sont plus que la moitié du questionnaire. Vraisemblablement à ce moment-là, les personnes interrogées avaient acquis une meilleure compréhension de la notion de corruption qu'ils ne savaient pas avant.

Q36. À QUI SIGNALERIEZ-VOUS LA CORRUPTION?

	%
Leaders communautaires	7.3
Police	4.6
Courts et Tribunaux	5.0
ONGs	4.2
OSCEP (Observatoire pour la Surveillance de la Corruption et Éthique Professionnel)	3.5
Ne sais pas	70.6

La connaissance sur à qui signaler la corruption n'était pas élevée. Seulement 20,3% (199 personnes) ont répondu affirmativement lorsqu'on leur a demandé s'ils savaient quelles institutions contacter afin de signaler des actes de corruption (Q35). Trente pour cent ont répondu «**non**» et 48,4% ont répondu «**Je ne sais pas**». Le «**non**» et «**Je ne sait pas**» sont probablement des réponses similaires, même si cette dernière réponse provient d'un manque de compréhension des concepts introduits dans l'enquête.

Les répondants affirmatifs à Q35 ont été demandés dans une question ouverte (Q36) de nommer les institutions dont ils connaissaient. La réponse la plus répandue était les «leaders communautaires» 14 répondants (7,3%). Un petit nombre 9 ou 4,6% ont mentionné la police et 8 ou 4,2% ont mentionné les ONGs.

Q37. POUR QUELLE RAISON NE SIGNALERIEZ-VOUS PAS LA CORRUPTION?

	% OUI	% NON	% NE SAIS PAS
Les dénonciateurs sont assujettis à des représailles	59.2	22.1	17.6
Aucune action ne sera prise	53.0	26.2	18.8
Ne vaut pas la peine de signaler si cela ne me touche pas	49.9	29.2	19.3
Les actes les plus corrompus résultent de difficultés économiques	59.8	20.0	18.4
L'agence ou l'organisation de lutte contre la corruption ne récompense pas les déclarations	46.4	29.5	21.9
Aucune protection n'est garantie aux dénonciateurs	53.3	24.3	20.3
Manque de preuve	56.2	21.2	20.6
Manque de clarté sur les procédures de corruption	55.4	21.5	21.0
Ne sait pas l'institution où signaler	54.5	21.5	21.3

La question précédente (Q37) a tenté de découvrir les raisons pour lesquelles on pourrait ne pas vouloir signaler une corruption. La question a été introduite à «**certaines personnes qui ont mentionné ne pas disposées à signaler des actions corrompues**». Après avoir lu une liste de raisons possibles, les répondants ont été invités à identifier les raisons pour lesquelles ils ne signalent pas les actes de corruption aux autorités compétentes.

NOMBRE D' ACTIONS INDIVIDUELLES CONTRE LA CORRUPTION RAPPORTÉS

640 ENGAGEMENTS

On a demandé aux répondants ce qu'ils seraient personnellement disposés à faire pour réduire la corruption à l'avenir (Q38). Les enquêteurs ont demandé des réponses en lisant une liste d'actions et ont également demandé si les répondants avaient entrepris les actions dans le passé (Q39). Une majorité importante a affirmée la volonté de prendre des mesures futures, une indication très positive selon laquelle CERC pourrait être en mesure d'attendre de la coopération des citoyens dans leurs efforts futurs.

Un bon nombre de répondants ont déclaré avoir pris des mesures dans le passé pour aider à lutter contre la corruption. Si elle est agrégée, le nombre d'actions prises représente 640 actions individuelles contre la corruption, certainement pas assez pour mettre fin aux comportements corrompus, mais une base encourageante à construire. CERC pourrait vouloir utiliser certaines de ces données dans les futures campagnes d'information et d'éducation.

Q38 & 39					
	% Oui	% Non	% Ne sais pas	% Actions passées	% Actions futures
S'abstenir de payer des pots de vin	67.2	12.8	17.5	22.8	127
Refuser de faire des faveurs pour les fonctionnaires ou leurs proches	55.9	21.3	20.6	15.9	115
Signaler la corruption à OSCEP ou à une ONG de lutte contre la corruption	61.3	16.3	19.7	13.5	90
Déposer un procès contre un responsable corrompu	59.6	18.0	20.1	12.6	108
Participer à une campagne de sensibilisation	60.3	17.7	19.6	11.6	98
Participer et soutenir la campagne d'éducation	60.4	16.9	19.9	11.6	102
Total des actions futures					640

CONCLUSION

La corruption est clairement perçue comme existante dans les institutions gouvernementales et celles de la société civile en République Démocratique du Congo en générale et au Sud-Kivu en particulier. Quelques institutions et secteurs (par exemple, l'armée, les groupes religieux) sont considérés comme relativement moins corrompus, mais la plupart sont perçus comme corrompus par de gros pourcentages de participants à l'enquête

Pour remettre cette perception dans le contexte, il faut considérer que dès le début de l'enquête (Q7), **52,5%** des répondants ont répondu «**Je ne sait pas**» lorsqu'on leur demande ce qu'ils ont compris sur la corruption. Si plus de la moitié des participants à l'enquête ne comprenaient pas la corruption, on peut conclure que parmi ceux qui ont une compréhension de la notion de corruption, des pourcentages très élevés voient la corruption dans la plupart des institutions gouvernementales et sociétales. Cette conclusion est faussée par un autre facteur - l'éducation par enquête. Le questionnaire a été long et détaillé et il est juste de supposer que certains des répondants sont mieux informés de la corruption à mesure que les entrevues ont progressé, comme en témoigne le niveau diminué des réponses «**Je ne sait pas**» au fur et à mesure de la progression de l'enquête.

Les enquêteurs ont passé plus de 872 heures à interviewer un échantillon représentatif de la population du Sud-Kivu.

Cette supposition soutient le deuxième des deux objectifs généraux de l'enquête - **l'éducation**. À cet égard, CERC a effectivement tué deux oiseaux d'une seule pierre. L'analyse des résultats de l'enquête aboutit à une conclusion écrasante: **l'éducation et l'information seront des clés importantes pour lutter contre la corruption au Sud-Kivu**. Près de 70,0% des répondants ont indiqué qu'ils souhaitaient recevoir auprès du CERC plus d'informations sur la corruption et sa prévention.

L'ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE CONDUIT À UNE CONCLUSION ÉCRASANTE: L'ÉDUCATION ET L'INFORMATION SERONT DES CLÉS IMPORTANTES POUR LUTTER CONTRE LA CORRUPTION AU SUD-KIVU.

Dans les réponses au Q18, où les répondants ont été invités à indiquer les raisons pour lesquelles ils pourraient commettre la corruption, près de 60% ont répondu: «**la plupart des personnes qui commettent la corruption ne le font que pour des difficultés économiques.**» Cette réponse signale une tendance inquiétante, c'est-à-dire rationaliser la corruption. Alors que, à court terme, un acte corrompus

occasionnel pourrait atténuer les difficultés économiques de quelqu'un, la corruption a été montrée de plus en plus nuisible au développement économique et social.

Les efforts d'éducation du CERC vont cibler la perception erronée selon laquelle la corruption est en quelque sorte bénéfique. En outre, CERC doit démontrer aux citoyens que la corruption aura des conséquences. De nombreux répondants ont indiqué qu'ils ne seraient pas disposés à signaler une corruption parce que:

- ✓ **“Aucune action ne sera prise;”**
- ✓ **“Notre société ne considère pas ceux qui signalent la corruption”;**
- ✓ **“Manque de clarté sur les procédures de corruption”;**
- ✓ **“Il ne vaut pas la peine de signaler la corruption si je ne suis personnellement pas concerné.”**

Dans tout projet de recherche qualitative aussi complet que celui-ci, il est inévitable que de nombreuses questions supplémentaires soient soulevées et, en fait, demandent des réponses plus approfondies et qualitatives. Par exemple, il pourrait être utile d'approfondir la compréhension de la corruption aux citoyens. Il serait instructif de savoir pourquoi exactement les habitants pensent que leur gouvernement et les institutions sont corrompus. Cependant, ce projet a produit une foule d'informations et de données que CERC peut utiliser, et les efforts qui évoluent à partir des résultats pourront être exécutés durant des mois et des années. Il semble inutile, à ce jour, de mener d'autres recherches qualitatives, en particulier compte tenu du fait qu'il s'agit d'une enquête de référence à répéter sous certaines formes dans les années à venir.

Il est important de garder à l'esprit qu'il s'agit d'une enquête sur la perception des ménages. Les données reflètent les idées, les croyances et les jugements de 980 citoyens et représentent probablement les points de vue de la population du Sud-Kivu en général. C'est avec une grande confiance que CERC et ses partenaires peuvent créer des stratégies et des tactiques pour lutter contre la corruption au Sud-Kivu en fonction de cette grande masse de données.

ANNEXES

Enquête des ménages sur la perception de la corruption

Questionnaire

I. Situation générale au Sud-Kivu

Q1. Comment décririez-vous la situation générale au Sud-Kivu durant les 10 dernières années?

- 1) CA VA TRES BIEN
- 2) CA VA BIEN
- 3) CA N'A PAS CHANGÉ
- 4) CA DEVIENT PIRE
- 5) CA S'EST BEAUCOUP EMPIRE
- 6) 98 (JE NE SAIS PAS)

Q2. A quel point êtes-vous satisfait de la situation globale au Sud-Kivu?

- 1) TRÈS SATISFAIT
- 2) UN PEU SATISFAIT
- 3) UN PEU INSATISFAIT
- 4) INSATISFACTION TOTALE
- 5) 98 (JE NE SAIS PAS)

Q3. Comment décriviez-vous la situation politique au Sud-Kivu?

- 1) CA VA TRES BIEN
- 2) CA VA BIEN
- 3) CA N'A PAS CHANGÉ
- 4) CA DEVIENT PIRE
- 5) CA S'EST BEAUCOUP EMPIRE
- 6) 98 (JE NE SAIS PAS)

Q4. Comment décriviez-vous le leadership politique au Sud-Kivu?

- 1) CA VA TRES BIEN
- 2) CA VA BIEN
- 3) CA N'A PAS CHANGÉ
- 4) CA DEVIENT PIRE
- 5) CA S'EST BEAUCOUP EMPIRE
- 6) 98 (JE NE SAIS PAS)

Q5. En général, comment décriviez-vous la situation économique actuelle au Sud-Kivu

- 1) CA VA TRES BIEN
- 2) CA VA BIEN
- 3) CA N'A PAS CHANGÉ
- 4) CA DEVIENT PIRE
- 5) CA S'EST BEAUCOUP EMPIRE
- 6) 98 (JE NE SAIS PAS)

Q6. Quels sont les problèmes plus grave auxquels la province est confrontée ?

[Réponses multiples]

- Le chômage
- La pauvreté
- Instabilité politique
- Système de santé pauvre
- Mauvaises infrastructures
- Le système d'éducation pauvre
- Les problèmes avec le système de retraite
- Les prix élevés
- L'immigration
- problèmes économiques
- La corruption
- Crime
- Faible revenu / salaires
- Autre, précisez
- 98 (Je ne sais pas)

II. Situation de la corruption

Q7. À votre avis, quelle est la signification de la corruption? [A completer]

.....
.....

Q8. Comment percevez-vous vous la gravité de la corruption au Sud-Kivu?

- 1) Très grave
- 2) Un peu grave
- 3) Moyen
- 4) Pas du tout grave
- 5) La corruption n'existe pas
- 6) 98 (Je ne sais pas)

Q9. Pensez-vous que les citoyens ordinaires peuvent commettre une corruption?

- 1) Oui
- 2) Non
- 3) Pas tout le monde,
- 4) 98 Je ne sais pas

Q10. Quels types d'attitudes rendent les citoyens enclins à la corruption. [A completer]

.....
.....

Q11. Selon vous, quels sont des facteurs qui causent la corruption au Sud-Kivu?

- 1) Besoin d' argent pour vivre
- 2) Les salaires sont inférieurs par rapport aux besoins de tous les jours
- 3) Manque d'éthique ou sens morale
- 4) L'ambition de devenir riche aussi vite que possible
- 5) Non-paiement des salaires
- 6) Profitez l'occasion
- 7) Aucune loi
- 8) Abus du pouvoir
- 9) Des procédures longues ou peu claires du service.
- 10) 98 Je ne sais pas

Q12. Comment compareriez-vous le niveau de corruption maintenant par rapport aux années antérieures?

- 1) TRÈS ÉLEVÉ
- 2) UN PEU ÉLEVÉ
- 3) PRESQUE LE MÊME
- 4) UN PEU FAIBLE
- 5) TRÈS FAIBLE
- 6) 80 (JE NE SAIS PAS)

Q13. Maintenant, je vais vous lire une liste des institutions gouvernementales au Sud-Kivu, s'il vous plaît donnez-moi votre avis sur le niveau d'implication des chacun d'eux dans la corruption?	Très corrompu	Peu Corrompu	Honnête	Très honnête	Je ne sais pas
	1	2	3	4	98
Cabinet du gouverneur					
Assemblée provinciale					
Gouvernement provincial					
Les Courts et Tribunaux					
Q14. Je vais vous lire une liste des les institutions gouvernementales, s'il vous plaît donnez-moi votre avis sur le niveau d'implication des chacun d'eux dans la corruption?	Très corrompu	Peu Corrompu	Honnête	Très honnête	Je ne sais pas
	1	2	3	4	98
Bureau du procureur					
Commission Électorale Nationale Indépendante					
Ministère provincial de la santé					
Secrétariat du gouvernant provincial					
Ministère Provinciale de la					

Justice et Droits Humains					
Ministère provinciale du Plan et Budget					
Agence Congolais des Grands Travaux					
Office des Routes					
Ministère provincial des travaux publics et infrastructures					
Ministère des mines, énergie et hydrocarbures					
Ministère provinciale de l'éducation					

Q15. Je vais maintenant vous lire une liste des agents et fonctionnaires de l'Etat, s'il vous plaît donnez-moi votre avis sur le niveau d'implication des chacun d'eux dans la corruption?	Très corrompu	Peu Corrompu	Honnête	Très honnête	Je ne sais pas
	1	2	3	4	98
Fonctionnaires de l'Etat					
Défenseurs Judiciaires et Avocats					
Juges et Procureurs					
Administrateurs du territoire					
Directeurs généraux et Administrateurs					
Ministres provinciaux					
Membres du parlement provincial					

Q16. je vais maintenant vous lire une liste de secteurs et services, s'il vous plaît donnez-moi votre avis sur le niveau d'implication des chacun d'eux dans la corruption?	Très corrompu	Peu Corrompu	Honnête	Très honnête	Je ne sais pas
	1	2	3	4	98
a. Système électoral					
b. Services douaniers					
c. Éducation (primaire, Secondaire et universitaire)					
d. Santé (Hôpitaux, Cliniques, centre de santé)					
e. Secteurs commerciaux					
f. Médias					

g. Services notariaux					
h. Armée/Police					
i. ONGS					
j. Confessions religieuses					
k. Courts et tribunaux (Bureau du juge)					

Q17. Parmi les secteurs et les services que je viens de mentionner, s'il vous plaît nommer les trois secteurs ou services le plus corrompus et de les classer. [Q16 Copier de la grille ci - dessous; exemple: si le répondant affirme que l'éducation est le plus corrompu; écrire c. dans la grille]

[Copiez le code de Q16 dans la cellule ci-dessous]

1er secteur / service le plus corrompu	
2ème secteur / service le plus corrompu	
3ème secteur / service le plus corrompu	
Je ne sais pas	

Q18. Quel genre de corruption les fonctionnaires acceptent / ou demandent.

- 1) L' argent
- 2) Matériels (mentionner s'il vous plaît)
- 3) Autres (mentionner s'il vous plaît)

Q19. Sur quelles sources d'information basez-vous votre évaluation du niveau de corruption dans la province? S'il vous plaît veuillez fournir trois sources d'information .

- 1) Expérience personnelle (avez-vous fournit l' argent, des cadeaux ou faveurs pour obtenir un service?)
- 2) Discussions avec les parents ou membre de la famille
- 3) Discussions avec des amis et connaissances
- 4) Informations sur la corruption donnée par les ONGs (sensibilisation à la corruption)
- 5) Les informations fournies par les médias (TV, radio, journaux, Internet, etc ...)
- 6) Autres, s'il vous plaît préciser
- 7) 98. (Je ne sais pas)

[Copier le code dans la cellule ci-dessous]

1ère source la plus importante	
2ème source la plus importante	
3ème source la plus importante	

Q20. Je vais maintenant vous lire quelques types d'actions. Pour chacun de ces actions, s'il vous plaît, selon votre compréhension, quelle action représente ou ne représente pas la corruption.

Types d'actions	Oui	Non
1) Donner l'argent à un agent de police pour couvrir vos infractions		
2) Donner un cadeau à un médecin de vous accorder une attention particulière qu'aux autres		
3) Un haut-fonctionnaire aide à un quelqu'un à être admis dans une université		

4) Prendre des fleurs ou des fruits dans le jardin d'un voisin sans autorisation		
5) Utiliser un haut-fonctionnaire pour exempter une personne proche de vous de la persécution		
6) Payer un juge pour obtenir un traitement favorable		
7) Un étudiant ou le parent d'un étudiant donne de cadeaux à un professeur pour obtenir une bonne cotation.		
8) Faire de petits paiements non officiels pour la livraison des pensions		
9) Un fonctionnaire recommande sa nièce parent à un poste dans un ministère		
10) Accepter / prendre des cadeaux pour exécuter des fonctions officielles		
11) Les hauts fonctionnaires qui reçoivent des dons de sociétés avec lesquelles leurs institutions font affaires.		
12) Abus de position officielle à des fins commerciales privées		
13) L'utilisation d'une voiture de bureau par un employé du gouvernement à des fins privées		

Q21. Comment les pots-de-vins se produisent-ils?

- 1) Un employé du gouvernement indique ou demande un pot-de-vin.
- 2) Quelqu'un offre un paiement de son propre gré.
- 3) Il est connu à l'avance comment payer et combien à payer, il est donc pas a discuté.
- 4) Autre, préciser
- 5) 98. (Je ne sais pas)

Q22 . Si quelqu'un a payé un pot de vin à un agent du gouvernement afin d'obtenir un service ou pour résoudre un problème, comment il est certain que le service est obtenu ou le problème résolu? [Lire les options de réponse et accepter qu'une seule réponse]

- 1) Très certain
- 2) Assez certain
- 3) Un peu incertain
- 4) Extrêmement incertain
- 5) (Je ne sais pas)

Q23. Je vais maintenant vous lire quelques motifs possibles derrière les pratiques de corruption. À votre avis, lequel sont les principales motivations derrière la corruption? Je fais référence aux principales raisons pour lesquelles les personnes qui participent à des actes de corruption justifient leurs actions.

réponses possibles; Accepter jusqu'à trois réponses]

- 1) Il n'y a pas d' autre moyen de faire avancer les choses
- 2) Pour éviter la punition / sanctions
- 3) Pour éviter les paiements officiels plus élevés
- 4) Pour accélérer les processus / procédures
- 5) Pour traiter être (servi) de manière appropriée

- 6) Pour obtenir un traitement préférentiel / privilèges
- 7) Pour avoir une source alternative de revenus
- 8) Pratiques obligatoires
- 9) Autre, précisez [Enregistrer réponse comme dit]
- 10) (Je ne sais pas)

III. Expérience personnelle sur la corruption

Q24. Comment réagiriez - vous si vous offrez un pot de vin (argent, cadeau) en échange d'un faveur, etc.)? Prendriez-vous ou pas?

- 1) Je prendrais
- 2) Je ne le prendrais pas
- 3) Autre, précisez
- 4) 98. (Je ne sais pas)

Q25. Pourquoi voudriez - vous prendre?

- 1) Parce que tout le monde prend
- 2) Parce que je besoin d' argent
- 3) Parce que j'aime l' argent
- 4) Parce que je dois « partager » avec mon superviseur (s)
- 5) Autre, précisez [Enregistrer réponse comme dit]
- 6) 98. (Je ne sais pas)

Q26. Pourquoi ne prendriez - vous pas?

- 1) Parce qu'il y a un risque élevé pour être puni par la loi
- 2) Parce qu'il est inacceptable pour moi
- 3) Parce que je vais essayer de résoudre le problème par des moyens légaux
- 4) Réduire / éliminer la corruption
- 5) Autre, précisez [Enregistrer réponse comme dit]
- 6) (Je ne sais pas)

Q27. Comment réagiriez - vous si on vous demandait de donner un pot de vin (argent, cadeau) en échange d'un faveur, etc.? Pourriez - vous donner le pot de vin ou pas?

- 1) Je lui donnerais
- 2) Je ne donnerais pas
- 3) Autre, précisez
- 4) 98. (Je ne sais pas)

Q28. Pourquoi voudriez - vous donner?

- 1) Parce que tout le monde donne
- 2) Parce qu'il n'y a pas d' autre moyen que je peux obtenir le service
- 3) Je serais en mesure de négocier un prix plus bas
- 4) Pour accélérer le processus
- 5) Pour être sûr que je reçois ce que je dois
- 6) Autre, précisez

7) 98.(Je ne sais pas)

Q29. Pourquoi vous ne voudriez pas donner?

- 1) Parce qu'il y a un risque élevé pour être puni par la loi
- 2) Parce qu'il est inacceptable pour moi
- 3) Parce que je vais essayer de résoudre le problème par des moyens légaux
- 4) Parce que je n'ai pas d'argent / moyen
- 5) Autre, précisez
- 6) 98. (Je ne sais pas)

Q30, Q31, Q32, Q33. Dans les 12 derniers mois, avez-vous ou quelqu'un dans votre ménage, a eu des contacts avec ces institutions? Si oui, avez-vous verser des pots-de-vin? Quel était le montant de votre contribution?	Q30. Contacter dans les 12 mois? 1) Oui 2) Non	Q.31 Si contacter, avez-vous payé un pot-de-vin? 1) Oui 2) Non	Si vous avez payé un pot-de-vin, combien as-tu payé?	
			Q32. Montant payé la dernière fois	Q33. Total payé durant les 12 derniers mois
Système électoral				
Services douaniers				
Éducation (primaire, Secondaire et universitaire)				
Santé (Hôpitaux, Cliniques, centre de santé)				
Secteurs commerciaux				
Médias				
Services notariaux (enregistrement des ONGs, Entreprises)				
Armée/Police				
ONGS				
Confessions religieuses				
Courts et tribunaux (Bureau du juge)				
Courts et Tribunaux				
Services fiscaux				
Autres				

Q34. À votre avis, que pouvez - vous faire personnellement pour réduire la corruption au Sud-Kivu? S'il vous plaît, listez des actions concrètes que vous pouvez entreprendre personnellement pour aider à combattre la corruption.

- 1) S'abstenir de payer des pots de vin pour les services publics
- 2) Dénoncer les actes de la corruption dans la presse
- 3) Refuser de faire des faveurs aux fonctionnaires
- 4) Dénoncer le comportement des agents publics corrompu aux ONGs de lutte contre la corruption
- 5) Dénoncer le comportement des fonctionnaires corrompus aux autorités compétentes
- 6) Déposer une plainte contre le fonctionnaire corrompu au Tribunal
- 7) Participer à des campagnes de sensibilisation contre la corruption
- 8) Participer et soutenir une campagne d' éducation contre la corruption
- 9) Il n'y a rien que je peux faire
- 10) Autres , préciser
- 11) 98. (Je ne sais pas)

Q35. Connaissez-vous les institutions à contacter afin de signaler un acte de corruption?

- 1) Oui
- 2) Non
- 3) Je ne sais pas

Q36. A quelle institution signaleriez-vous un cas de corruption? [Multiples réponses]

- 1) Les leaders communautaires
- 2) Administrateurs de district/territoire
- 3) Police
- 4) Bureau du Procureur général
- 5) Inspecteur général
- 6) Les tribunaux
- 7) Commission de lutte contre la corruption (OSCEP)
- 8) Cabinet du Premier ministre
- 9) Conseil du Président de la République sur l'Anti-Corruption
- 10) Défenseur des droits de l' homme
- 11) Organisations internationales
- 12) Parlement national / votre député
- 13) Chefs de partis politiques
- 14) ONGs indépendantes travaillant pour lutte contre la corruption
- 15) Si autre, précisez
- 16) 98. (Je ne sais pas).

Q37. Certaines personnes au Sud-Kivu ne sont pas disposés à signaler les actes de corruption à cause de diverses raisons. Je vais énumérer certaines de ces raisons possibles; s'il vous plaît cochez lesquelles vous considérez comme une raison pour ne pas signaler un cas de corruption aux autorités compétentes.	Oui	Non	Je ne sais pas
	1	2	98
Les dénonciateurs sont assujettis à des représailles			
Aucune action ne sera prise			
Ne vaut pas la peine de signaler si cela ne me touche pas			
Les actes les plus corrompus résultent de difficultés économiques			
L'agence ou l'organisation de lutte contre la corruption ne récompense pas les déclarations			
Aucune protection n'est garantie aux dénonciateurs			
Manque de preuve			
Manque de clarté sur les procédures de corruption			
Ne sait pas l'institution où signaler			

Q38. Lesquelles parmi les actions suivantes allez-vous entreprendre dans le futur pour aider à combattre la corruption?	A entreprendre dans le futur.			Entrepris dans le passée		
	Oui	Non	Je ne sais pas	Oui	Non	Je ne sais pas
Q39. Lesquelles parmi les actions suivantes avez-vous entrepris dans le passé pour aider à combattre la corruption?	1	2	98	1	2	98
S'abstenir de payer des pots de vin						
Refuser de faire des faveurs pour les fonctionnaires ou leurs proches						
Signaler la corruption à OSCEP ou à une ONG de lutte contre la corruption						
Déposer un procès contre un responsable corrompu						
Participer à une campagne de sensibilisation						
Participer et soutenir la campagne d'éducation						

Q40. Êtes-vous conscient des mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la corruption au Sud-Kivu?

1. Oui
2. Non
3. Je ne sais pas

Q41 Selon vous, les efforts du gouvernement dans la lutte contre la corruption sont-ils efficaces?

1. Très efficace
2. Un un peu efficace
3. Inefficace
4. Très inefficace
5. Je ne sais pas

Q42. Êtes-vous d'accord que le gouvernement actuel ait un désir sincère de lutter contre la corruption?

Q43. Quelqu'un de votre famille ou relatives, travaille pour....

	Oui 1	Non 2	Je ne sais 98	Sauter 99
1) Gouvernement				
2) Parlement				
3) Courts et tribunaux				
4) Une grande organisation internationale				

Q44. Combien d'argent gagnez-vous par mois?

Q45. Ou travaillez-vous? Dans quelle institution vous faites le travail.

	Oui 1	Non 2	Je ne sais 98	Sauter 99
Secteur de Justice				
Secteur Public (Gouvernement)				
Secteur Privé				
Autres secteurs (agricultures, élevages, commerces...)				
Secteurs Humanitaires (ONGs...)				
Autres				
99 Sauter				

Q46. Niveau d'études

	Oui 1	Non 2	Je ne sais pas 98	Sauter 99
Pas d'études				
Primaire (Certificat)				
Secondaire (Diplôme)				
Université				
Formations professionnelles				
Alphabétisation				
99 Sauter				

Q47. Votre religion

Religion	Oui 1	Non 2	Je ne sais 98	Sauter 99
Catholique				
Protestante				
Musulmane				
Kimbanguiste				
Églises de réveil				
Autres				
99 Sauter				

Q48. Etat-civil

- 1) Célibataire
- 2) Marié(e)
- 3) Veuf(ve)
- 4) Separé(e)
- 5) Divorcé(e)

Q49. Combien des personnes vivent dans votre ménage?

Q50. Parmi les personnes vivant dans votre ménage, combien ont plus de 17 ans et combien ont moins de 17 ans?